

# INNOV.DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation  
Université du Littoral Côte d'Opale

n°42 – Septembre 2010

## EDITORIAL

### *La propriété intellectuelle en question*

Depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle, le droit de la propriété intellectuelle a connu de profondes transformations : les distinctions entre les produits de la nature, les œuvres de l'esprit, et créations de l'industrie sont devenues plus floues à mesure que la brevetabilité a par exemple été étendue aux logiciels ou aux gènes qui, selon les interprétations, peuvent être considérés comme des inventions technologiques, de nouvelles connaissances scientifiques et des éléments relevant du domaine du vivant. Les institutions susceptibles de déposer, détenir et exploiter des droits de propriété intellectuelle incluent désormais les institutions publiques comme les universités (ou au sein de celles-ci, les résultats de recherches financées par des fonds publics) et les centres publics de recherche. Enfin, le droit de la propriété intellectuelle, s'il est toujours considéré comme un droit national, a d'abord connu un siècle d'internationalisation (de la fin du 19<sup>e</sup> à la fin du 20<sup>e</sup> siècle) via les accords et conventions internationales puis est entré dans la phase de mondialisation :

la conclusion de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) en 1994, dans le double cadre de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et de l'organisation mondiale du commerce (OMC) place la propriété intellectuelle au cœur des enjeux économiques contemporains. Ce nouveau contexte pose des questions spécifiques abordées ici tant au niveau des comportements stratégiques des firmes, des mutations sectorielles, que des relations économiques et technologiques internationales. L'émergence de nouveaux produits et services est aujourd'hui marquée par la collaboration et l'ouverture. Quelles sont les fonctions des droits de propriété intellectuelle dans ces stratégies d'innovation en collaboration ? Ils deviennent des moyens d'intégration et de mutualisation de stratégies individuelles afin d'innover plus rapidement et plus efficacement, ils permettent de réduire ou d'amplifier des situations de blocages, de se partager les marchés, mais deviennent aussi parfois l'objet de stratégies de spéculation technologique.

► **A lire : « Propriété intellectuelle et innovation dans la concurrence globale », *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation*, n°32, 2010-2, Cairn/De Boeck, 2010**

## SOMMAIRE

► <b>Ateliers d'Innovation</b>	<b>2-4</b>
► <b>La Recherche en Marche</b>	<b>4-5</b>
• Publications & communications	
► <b>INNOVATIONS – Edition</b>	<b>5-6</b>
• <i>Innovations, Cahiers d'Economie de l'Innovation</i>	
• <i>Journal of Innovation Economics</i>	
• <i>Marché &amp; Organisations</i>	
• <i>Collection L'esprit économique</i>	
► <b>Master « Stratégies d'innovation et dynamiques entrepreneuriales » (SIDE)</b>	<b>7</b>
► <b>Annonces / Appels</b>	<b>8</b>
• FORUM The Spirit of Innovation IV	
• ECOLE D'ETE 2010	
• LECTURES	
• EcoPolis 2010	

♦ **Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis**

♦ **Rédacteurs : Sophie Boutillier, Blandine Laperche**

Prix : 3 euros ♦ Abonnement annuel : 7,5 euros (France) ou 12 euros (étranger) ♦ Tirage : 1100 ex.

ISSN 1285-0837 ♦ Publication paraissant en janvier, mai et septembre

Université du Littoral Côte d'Opale – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – 59140 DUNKERQUE

téléphone : 33 (0)3.28.23.71.34, 33 (0)3.28.23.71.35 ou 33 (0)3.28.23.71.47 – fax : 33 (0)3.28.23.71.43 – email : labrii@univ-littoral.fr

http://rii.univ-littoral.fr

# Ateliers d'Innovation

**\* Politiques régionales d'innovation, programmation et compétitivité, Colloque Programmer la recherche ?, Centre d'Alembert, Univ. Paris Sud, 5-6/05/2010**

Comment la recherche a-t-elle été et est-elle programmée et « managée » au niveau local et aux niveaux des clusters et réseaux ? Blandine Laperche et Dimitri Uzunidis ont présenté le rôle de l'observation des politiques régionales d'innovation pour la programmation et l'orientation de la recherche. A l'heure actuelle, dans la mondialisation et la fluidité des marchés, les pôles de recherche et de compétitivité régionaux constituent des voies d'entrée dans la compétition internationale des entreprises de grande et de petite tailles. Le rapport de force qui s'instaure entre Etats et collectivités territoriales autour de la recherche est primordial dans la mise en place d'un programme de recherche qui soit bénéfique aux acteurs locaux. Au niveau national, le programme de recherche qui se dessine par le biais de ces rapports de forces multiples souffre alors d'une certaine illisibilité, qui peut être préjudiciable aux objectifs de compétitivité.

**\* L'artisanat : bilan et perspectives, Assemblée Permanente des chambres de métiers, Paris, 5/05/2010**

Les entreprises artisanales qui devaient disparaître avec le développement de la société industrielle ont survécu au point d'être à l'heure actuelle un acteur économique et social de premier plan (en termes de création d'emplois, de valeur et de lien social). Pour Sophie Boutillier, la force des entreprises artisanales réside dans leur capacité à s'adapter. L'innovation artisanale est pluridimensionnelle : technologique, organisationnelle et sociale. Ce sont ces différents aspects de l'innovation artisanale qui incitent à la mise en place des politiques économiques appropriées.

**\* Développement durable et... après, EdiTerre, 1er salon du livre du développement durable, Orléans, 29/05/2010**

Quelles sont les ingrédients nécessaires à l'émergence d'un mode de développement conciliant la performance économique, la préoccupation environnement et le bien-être social ? Présentant l'ouvrage : *Développement durable pour une nouvelle économie* (eds. B. Laperche, A.-M. Crétiéneau et D. Uzunidis, De Boeck, 2009). Blandine Laperche a souligné l'importance de l'action systémique des entreprises et des citoyens pour l'adoption de pratiques et comportements responsables. Mais pour que ces pratiques ne se limitent pas à des effets de démonstration ou à du « greenwashing », l'action publique est nécessaire. L'Etat, par les normes et les lois crée des contraintes, des marchés et stimule le progrès technique et son orientation « verte ». Cependant pour préserver les biens publics mondiaux (eaux, air et biodiversité en général), la régulation multilatérale s'impose. Enfin, la préservation de ces ressources est-elle comptable avec le profit, base du

mode de production actuel ? La question est posée et la discussion est ouverte sur les atouts et limites des modèles conciliateurs (décroissance, dématérialisation, économie de la fonctionnalité).

**\* Crises et Développement, ATM-BETA, Strasbourg, 2-4/06/2010**

Depuis l'Indépendance, les pays africains riches en matières premières se sont dotés de nouvelles institutions, qui dans la majeure partie des cas étaient importées. Ce qui explique le décalage entre les attitudes des individus et le cadre institutionnel. Mais, l'abondance des matières premières renforce la dépendance de ces pays vis-à-vis de l'extérieur avec pour conséquence la consolidation d'un Etat rentier et la persistance des pratiques de corruption, de népotisme et de clientélisme. Pour Gwenaëlle Otando, sortir de l'économie de rente nécessite la mise en place des stratégies de diversification et, donc, de politiques économiques actives de développement. D'où l'importance du concept, développé par la CNUCED, de la « gouvernance pour le développement ». La gouvernance pour le développement repose sur le renforcement des capacités institutionnelles et le renforcement d'un Etat developmentaliste complémentaire au marché.

**\* Commerce extérieur et croissance appauvrissante, Dunkerque, 15/06/2010**

Les gains asymétriques de la mondialisation des échanges commerciaux contraignent les pays à élaborer des stratégies d'insertion dans l'économie mondiale. Pour qu'une telle démarche soit pertinente, il faut au préalable qu'un diagnostic sur l'état de l'économie soit réalisé. Aussi, il est important de savoir pourquoi les pays de la Zone Franc Africaine (ZFA) sont faiblement insérés dans le commerce mondial. Il ressort de l'analyse présentée par Emmanuel Moussone que la structure mono-exportatrice de matières premières des pays de la ZFA et le fonctionnement imparfait des marchés internationaux sont à l'origine de la détérioration des termes de l'échange, de la croissance appauvrissante et du cercle vicieux déficit extérieur-dette publique-Programmes d'Ajustement Structurel.

**\* Innovation, Proximity and Entrepreneurship, Fourth International Entrepreneurship Conference ENTIME 2010, Gdansk, Poland, 17-18/06/2010**

Economists often praise entrepreneurs' merits since they challenge market routine and give life to capitalism. But, paradoxically (?), the entrepreneur holds a marginal place in the historical approaches economic progress. Is he a *deus ex machina* who intervenes when economists do not know how (or do not want) to reveal the origins of social change dynamics. The fact remains that the entrepreneur benefits from opportunities deriving from market imperfections and that he gets richer while slipping in activities left by the immense mechanism of the socialisation of the merchant economy. The margin which lets this social agent

emerge is made of large enterprise decentralisation process and also the flexible employment and public service privatisation State policies. According to Sophie Boutillier and Dimitri Uzunidis, the “resource potential” of the entrepreneur, composed by capital, knowledge and social relations, can give value to the entrepreneur’s function. In this case, the relations of proximity, applied to the territorial level of analysis, must be characterized by the logic of collaboration, confidence and reciprocity.

**\* Global economy and sustainable development,  
III Astana Economic Forum July Kazakhstan,  
Astana, 1-2/07/2010**

The term *global governance* has gradually become essential in the international debate through a crucial question: How to govern globalization without a global government? In other words, is it possible and effective to exert, through a set of regulations, some functions which, within states, usually concern the national government? Today the global governance system is in a crisis of legitimacy; its purposes, its actions and the roles of its main players, are all disputed. Dimitri Uzunidis and Blandine Laperche show that several failures inherent in this system are moving us away

from the prospect of sustainable development. They devote the first part to a discussion of global governance logics and the second to studying the problems surrounding the present legitimacy crisis. In the third part they stress the fact that crisis in itself plays no useful part in reaching the objective of truly sustainable development and in satisfying the requirements of a more realistic consideration of a revival of voluntarist economic policies.

**\* Entreprendre dans l’artisanat. Quel(s) défi(s) ?,  
ERFI, Université de Montpellier 1, 15/06/2010**

Modernité et industrialisation riment avec grande entreprise et capitalisme managérial. L’économie politique s’institutionnalise au 18eme siècle en sacralisant la valeur-travail et la grande entreprise. Jusqu’aux années 1970, il ne faisait pas de doute pour nombre d’économistes que l’entrepreneur et la petite entreprise étaient des figures appartenant à un passé révolu. Sophie Boutillier a présenté cette évolution théorique au regard de quelques économistes clés : A. Smith, K. Marx, R. Luxembourg, A. Marshall, J. K. Galbraith et D. Audretsch.

**Journée d’étude du Réseau de Recherche sur l’Innovation**

**« La responsabilité sociale des entreprises, réalités et perspectives »**

Institut de Gestion Sociale (IGS) – Paris – 7 juin 2010

La responsabilité sociale des entreprises est devenue depuis la crise des 30 glorieuses le nouveau mode de management des entreprises. Celles-ci cherchant à combiner efficacité économique, éthique sociale et respect de l’environnement. Pendant les années de croissance forte, le mode de management des entreprises reposait sur l’emploi salarié de masse, l’augmentation régulière des salaires et la consommation de matières premières bon marché. Dans une économie marquée par le ralentissement de la croissance économique, la montée du chômage et la prise de conscience de la question environnementale, outre la question de l’intensification de la concurrence internationale (développement des pays émergents), les entreprises (d’abord les entreprises multinationales puis les petites et moyennes entreprises) ont donc cherché à promouvoir une nouvelle forme de management, pour répondre aux exigences de l’ensemble des parties prenantes, et en premier lieu des... actionnaires.

L’historien peut remonter plus loin dans le temps et trouver des traces de RSE dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle aux Etats-Unis ou en Europe. Aux Etats-Unis, la plupart des milliardaires (Rockefeller, Carnegie, etc.) ont tous créé une fondation pour financer des œuvres caritatives. En Europe, deux voies sont apparues avec d’une part le paternalisme des grands entrepreneurs qui géraient leur entreprise comme leur propre famille (Renault, Michelin, Citroën, etc.), et de l’autre des humanistes qui cherchaient à promouvoir une nouvelle forme d’organisation sociale (R. Owen, J.-B. A. Godin, etc.). Pendant cette période d’industrialisation, cette forme embryonnaire de RSE se développe alors que l’Etat social est inexistant et les entreprises ont une grande marge de liberté pour se développer. A l’heure actuelle, face au recul de l’Etat social et au développement des marchés au niveau international, la situation est quasi analogue.

La différence cependant entre l’époque actuelle et la fin du 19<sup>ème</sup> siècle est le facteur environnemental. La société industrielle (voire post-industrielle) semble avoir pris conscience des effets destructeurs de l’activité industrielle sur l’environnement physique et humain. Cette prise de conscience peut constituer une opportunité pour un nouveau cycle de croissance reposant sur des technologies vertes respectueuses de l’environnement et créatrices de richesses. La RSE prend de multiples formes et ne se limite pas au volet environnemental. Le volet social est très important. L’entreprise peut ainsi inciter ses salariés à arrêter de fumer, organiser une campagne de vaccination contre la grippe, développer le co-voiturage, sensibiliser les salariés à réduire leur consommation de papier ou d’électricité, etc. Soit bien souvent autant d’initiatives qui oscillent étroitement entre la vie professionnelle et la vie personnelle des individus, soit à une situation assez proche de ce que l’on pouvait constater au 19<sup>ème</sup> siècle en matière de paternalisme.

La RSE n’est pas uniquement un problème d’entreprises multinationales. Les petites et moyennes entreprises, tous secteurs d’activité confondus, cherchent à appliquer ce principe également de différentes façons. Est-ce par la multiplication des « bonnes pratiques » que l’on parviendra à un monde plus propre ? Peut-être car s’il est une motivation qui va conduire les entreprises à être socialement responsables, ce n’est pas une croyance ou une valeur, mais la nécessité de rester compétitif. La raison majeure qui doit amener les entreprises à prendre en compte la question environnementale dans leurs modalités de management n’est pas éthique, mais économique. Mais, en l’absence de contrainte juridique, la contrainte économique est insuffisante pour orienter la politique des entreprises. Le rôle des

institutions internationales et nationales en droit social et de l'environnement est indispensable afin de créer un cadre institutionnel solide à partir duquel les entreprises développent leurs activités dans une économie mondialisée.

*Participants* : Sylvain Allemand, journaliste, Arvind Ashta, ESC Dijon, Sophie Boutillier, Université du Littoral, Michel Capron, Université Paris 8, Faridah Djellal, Université de Tours, Abdelillah Hamdouch, Université Lille 1, Marc Ingham, ESC Dijon, Céline Merlin-Brogniart, Université d'Angers, Yvon Pequeux, CNAM Paris, Françoise Quairel, Université Paris Dauphine, Corinne Tanguy, INRA Dijon, Leila Temri, Université Montpellier 1, Delphine Valade, Université Montpellier 3

*Comité d'organisation et direction de la journée* : Sophie Boutillier, Fardah, Djellal, Abdelillah Hamdouch, Blandine Laperche, Corinne Tanguy, Leila Temri

**\* The New Mercantilism and the Crisis of Global Capitalism, 5<sup>th</sup> Annual International Symposium on Economic Theory, Policy and Applications, Athens, Greece, 26-29/07/2010**

How to understand the current crisis which is decisive at the World level? In this context, following the thought of Joan Robinson, what is the content of the definition of new mercantilism? This definition is necessary to explain how protectionist and aggressive commercial and financial practices have helped and supported what we commonly call globalization.

According to Blandine Laperche and Dimitri Uzunidis, the current economic crisis can be linked with mercantilist practices. As a matter of fact, globalization, because of the internal and external barriers that capitalism had to face, has quickly been driven by finance. The latter, supplying the virtual economy, has become - because of its shortcomings - a cause of depreciation and destruction of capital in excess. And after? What can be the future of the world economy? Some paths are presented with the aim of opening the discussion.

## *La Recherche en marche*

### **Publications & Communications**

*Mai – Septembre 2010*

- \* BOUTILLIER S., CASTILLA RAMOS B., Les petites et moyennes entreprises au Mexique, *Cahier du Lab.RII*, n°227, Lab.RII, ULCO, 06/2010.
- \* BOUTILLIER S., L'artisan, entre histoire et théorie économique, *Cahier du Lab.RII*, n°226, Lab.RII, ULCO, 06/2010.
- \* BOUTILLIER S., L'artisanat : bilan et perspectives d'évolution, Assemblée Permanente des chambres de métiers (APCM), Paris, 5/05/2010.
- \* BOUTILLIER S., L'entrepreneur de TPE. Entreprendre et dynamique du capitalisme. Essai d'analyse d'Adam Smith à David Audretsch, Journée d'étude Entreprendre dans l'artisanat. Quel(s) défi(s) ? ERFI, Université de Montpellier 1, 15/06/2010.
- \* BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., Innovation, Proximity and Entrepreneurship. Social capital and the resource potential of the modern entrepreneur, Fourth International Entrepreneurship Conference ENTIME 2010, Gdansk, Poland, 17-18/06/2010.
- \* GOGUEL d'ALLONDANS A. L'Etat social en crise et la modification de la régulation de la protection vieillesse, *Cahiers de l'Actif*, 398-399, 2010.
- \* GHEWY P., Créer et exploiter la relation marque-client : Le cas des alliances et licences de marques, *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation*, n°32, 2010-2.
- \* *Greek Economists: Costas Simitis, Takis Fotopoulos, Arghiri Emmanuel, Xenophon Zolotas, George Papan-dreou, Dimitri UZUNIDIS*, Books LLC, New York, 2010.
- \* LAPERCHE B., Quelles sont les ingrédients nécessaires à l'émergence d'un mode de développement conciliant la performance économique, la préoccupation environnement et le bien-être social ?, *EdiTerre*,

1er salon du livre du développement durable, Orléans, 29/05/2010.

- \* LAPERCHE B., UZUNIDIS D., Global economy and sustainable development. Rethinking policies, III Astana Economic Forum July Kazakhstan, Astana, 1-2/07/2010
- \* LAPERCHE B., UZUNIDIS D., Politiques régionales d'innovation, programmation et compétitivité, colloque Programmer la recherche ?, Centre d'Alembert, Univ. Paris Sud, 5-6/05/2010.
- \* LAPERCHE B., UZUNIDIS D., The New Mercantilism and the Crisis of Global Capitalism: Elements for Discussion, 5<sup>th</sup> Annual International Symposium on Economic Theory, Policy and Applications, Athens Institute for Education and Research, 26-29/07/2010, Athens, Greece.
- \* LAPERCHE B., UZUNIDIS D., La territorialisation de la recherche et de l'innovation. Orientation, programmation et coordination, *Cahier du Lab.RII*, n°228, Lab.RII, ULCO, 07/2010.
- \* LAPERCHE B., UZUNIDIS D., La valorisation de la recherche en France et la question de l'université, *Document de travail*, n°16, Réseau de Recherche sur l'Innovation, Paris.
- \* NASZALYI P., La démocratie : un nouvel enjeu de gouvernance ? Le cas d'une fédération de mutuelles, 2èmes journées scientifiques, ATM-BETA, Strasbourg, 2-4/06/2010.
- \* OTANDO G., Economie de la rente ou économie de la honte: crise, qualité des institutions et malédiction des ressources, 2èmes journées scientifiques, ATM-BETA, Strasbourg, 2-4/06/2010.
- \* OTANDO G., ECHKOUNDI H., Crise et gouvernance de l'Etat en Afrique subsaharienne, 2èmes journées scientifiques, ATM-BETA, Strasbourg, 2-4/06/2010.
- \* UZUNIDIS D., Entreprises, entrepreneurs et milieux innovateurs, *Problèmes économiques*, n°2995, mai.

\* UZUNIDIS D., YACOUB L., *Gouvernance mondiale et politiques de développement: récusation ou renouveau ?*, EUE, Berlin, 2010.

\* UZUNIDIS D., YACOUB L., La crise de la gouvernance mondiale et la question du développement, *Dynamiques Internationales*, n°3, 2010.

\* UZUNIDIS D., YACOUB L., Le renouveau de la politique de développement dans la mondialisation. As-

pects et perspectives, *Annuaire Français de Relations Internationales*, vol.11, 2010.

\* YACOUB N., LAPERCHE B., Stratégies des grandes firmes pharmaceutiques face aux médicaments génériques. Accumulation vs valorisation du capital-savoir, *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation*, n°32, 2010-2.

### **Ecopolis Scénarios du Futur**

Le Lab.RII vient de mettre en place un groupe de réflexion et de travail sur les trajectoires de développement des villes industrielles et portuaires subissant la crise de l'industrie lourde. Quelles activités alternatives ? L'écologie industrielle, les innovations vertes, le « green business », etc. sont-ils des pistes de mise en sentier de nouvelles méthodes de restructuration économique ? Si oui, quelles compétences, quelles initiatives ? Comment accumuler les actifs nécessaires à la réalisation d'un nouveau projet socio-économique au niveau territorial ? La grande industrie supporterait-elle de nouvelles contraintes et par quels moyens pourrait-elle être « convaincue » ? N'est-il pas urgent d'attirer et d'engendrer de nouveaux investissements dans des activités annexes, connexes ou déconnectées pour revoir le schéma local d'innovation ?

« Ecopolis » regroupe des représentants de plusieurs disciplines du savoir : économie, sociologie, aménagement, histoire, lettres et arts, architecture, droit, médecine, ingénierie, etc. Son activité principale est de formuler des propositions concrètes dans le large champ du Développement Durable. Il entreprend des études au profit des institutions publiques, privées et associatives et diffuse leurs résultats via colloques, séminaires et débats publics.

Plus d'informations : Blandine Laperche, laperche@univ-littoral.fr

## **INNOVATIONS – Edition**

### ***Innovations, Cahiers d'Economie de l'Innovation***

#### **PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INNOVATION DANS LA CONCURRENCE GLOBALE**

**n°32, 2010-2, De Boeck/Cairn**

*Les auteurs* : P. BATSALE, F. BOUGUEZZI, M. CASSIER, A. CIUCA, V. M. CIUCA, M. CORREA, J. FOREST, P. GHEWY, R. LALLEMENT, B. LAPERCHE, J. PENIN, N. YACOUB

Depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle, le droit de la propriété intellectuelle a connu de profondes transformations : les distinctions entre les produits de la nature, les œuvres de l'esprit, et créations de l'industrie sont devenues plus floues à mesure que la brevetabilité a été étendue aux logiciels ou aux gènes. Les droits de propriété intellectuelle évoluent avec les changements

technologiques, le management de l'innovation et la globalisation de l'économie. Mais sont-ils adaptés aux caractéristiques des technologies complexes d'aujourd'hui ? Répondent-ils aux questions que ces technologies posent à l'ensemble de la société (changement climatique, santé publique, information et connaissance) ? Stimulent-ils la capacité des pays, industriels et en développement, à innover ? Ou renchérissent-ils le coût des investissements ? Quelles politiques industrielles et de l'innovation faut-il appliquer pour insérer les droits de propriété intellectuelle dans les stratégies de croissance fondée sur la créativité et l'innovation ? Voici les questions traitées dans les différents articles de ce numéro spécial d'*Innovations, Cahiers d'Economie de l'Innovation*.

### ***Journal of Innovation Economics***

#### **INNOVATIONS AND PERFORMANCES IN SERVICES**

**n°5, 2010-1, De Boeck/Cairn**

*Authors*: J. A. CAMACHO, F. DJELLAL, D. DUEÑAS, A. FEARNE, L. FUGLSANG, J. K. GALBRAITH, J. GALIEGO, F. GALLOUJ, C. GARCIA, C. IGLESIAS, R. LLORENTE, C. MERLIN-BROGNIART, M. RODRIGUEZ, L. RUBALCABA, L. WOOD

This special issue of the *Journal of Innovation Economics* is given over to services considered from the point of view of innovation and performance and against a background of sustainable development. Although contemporary economies are undeniably servi-

ce economies, since services are now our main source of wealth and jobs, the relationship between services, on the one hand, and innovation and performance, on the other, continues to be a matter of considerable debate. Thus in the still dominant industrialist or technologist approach to this relationship, innovation efforts and performance levels in services are underestimated. It is this approach that is responsible for the existence of two gaps: an innovation gap and a performance gap. The aim of the articles published in this special issue is to attempt, each in its own way and using different methodologies and theoretical perspectives, to fill the innovation and performance gaps that characterise the service economy.

## **Marché et Organisations**

### **RELATIONS À LA MARQUE ET MARQUES DE LA RELATION. REGARDS CROISÉS SUR LE MANAGEMENT RELATIONNEL DE LA MARQUE**

**n°12, 2010, L'Harmattan**

**(D. Dumont et N. Albert, dir.)**

*Les auteurs :* N. ALBERT, L. AMBROISE, I. BECHEUR, J. BOYER, V. DE BARNIER, H. DIB, H. GUIZANI, P. VALETTE-FLORENCE, R. VALETTE-FLORENCE

Alors que les managers cherchent à capitaliser au mieux l'importance de leurs marques, les consom-

mateurs se montrent de plus en plus méfiants face aux discours et offres des entreprises. Ce numéro présente des méthodes, outils et concepts, en marketing, permettant une meilleure compréhension du nouveau consommateur ainsi qu'une gestion innovante des marques. Sont abordés le scepticisme du consommateur, la personnalité de la marque, la gestion de ses extensions, son importance du point de vue du consommateur...

## **Collection « L'esprit économique »**

### **✓ L'ÉCONOMIE ÉQUITABLE. UN NOUVEAU PROJET DE SOCIÉTÉ**

**par Maurice Decaillot**

**Série L'économie formelle, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2010.**

Il n'y aurait pas d'alternative à la société capitaliste ? Cet ouvrage s'efforce, à partir d'expériences et de travaux, d'éclairer les points essentiels abordés : comment échanger et évaluer équitablement hors du déséquilibre marchand ; comment travailler librement, hors de la sujétion salariale au capital ; comment financer l'activité hors de la prédation affairiste ; comment rémunérer les apports de savoir, les services ; comment coopérer solidairement, etc.

### **✓ IN-NOVATIONS. AMES DE L'ENTREPRISE, EXPRESSION DU MONDE**

**par Lucien Lamairé**

**Série Economie et Innovation, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2010.**

Comment anticiper pour avoir la bonne innovation, au bon moment, pour rester compétitif ou accroître le potentiel de l'entreprise ? L'innovation (bonne ou mauvaise) est devenue l'expression du monde, par son enveloppement de l'économie et les besoins sociopo-

litiques manifestés. Assistée de la technique, elle crée les machines, les biens, l'information, les moyens de communication. Elle constitue le principal lien par lequel se manifestent l'évolution et les avancées de toute nature.

### **✓ CREDIT, DESTABILISATION ET CRISES**

**par Cristina Peicuti**

**Série L'économie formelle, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2010.**

Déréglementation des marchés financiers, concentration bancaire, titrisation des crédits, excès de liquidité mondiale... le cocktail explosif de la crise des subprimes a jeté un coup de projecteur sur une institution traditionnellement discrète. Après avoir déstabilisé le système financier global, comment les banques peuvent-elles se racheter une conduite ? Dans une Amérique et une Europe endettées, avec des banques aux fonds propres insuffisants et une épargne disponible réduite, quelles sont les solutions alternatives à la titrisation capables de financer l'investissement productif ? Quelle réglementation est nécessaire pour remettre les banques au service de la croissance de l'économie réelle ?

## **Innovations. Cahiers d'Economie de l'Innovation 2010-2, n°32**

**Propriété intellectuelle et innovation dans la concurrence globale**

<http://www.cairn.info/revue-innovations-2010-2.htm>

### **Sommaire**

**Droits de propriété intellectuelle et positionnement concurrentiel des entreprises : bilan des nouvelles pratiques et éléments de comparaison franco-allemande**

*Rémi LALLEMENT*

**Le problème des « patent trolls » : comment limiter la spéculation sur la propriété intellectuelle dans une économie fondée sur les connaissances ?**

*Julien PENIN*

**Modalités de licence de brevet en présence d'imitation**

*Fehmi BOUGUEZZI*

**Stratégies des grandes firmes pharmaceutiques face aux médicaments génériques. Accumulation vs valorisation du capital-savoir**

*Nejla YACOU, Blandine LAPERCHÉ*

**Brevets de médicament, luttes pour l'accès et intérêt public au Brésil et en Inde**

*Maurice CASSIER, Marilena CORREA*

**La production de connaissances à l'ère des pôles de compétitivité**

*Joëlle FOREST*

**Créer et exploiter la relation marque-client : Le cas des alliances et licences de marques**

*Pierre GHEWY*

**Le logiciel de l'ordinateur. Propriété intellectuelle et stratégies compétitives**

*Philippe BATSALE*

**L'âme myriapode, la multiplication des choses et le droit de la créativité**

*Valerius M. CIUCA, Aurora CIUCA*

**Master**  
**« Stratégies d'innovation et dynamiques entrepreneuriales » (SIDE)**

ULCO / Lille 1  
 SITE-CLERSE, UMR 8019  
**Année universitaire 2010/2011**

**L'objectif** du master SIDE est de former : des spécialistes du management de projets innovants et de la création d'entreprise ; des spécialistes de l'étude économique (et de la recherche) dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat ; des chercheurs en économie dans le domaine de l'innovation. La formation s'adresse également aux diplômés d'écoles d'ingénieurs et de formations scientifiques, qui souhaiteraient acquérir une double compétence.

**Débouchés** : Management de l'innovation et création d'entreprises innovantes ; études et consulting ; Recherche et enseignement supérieur dans le domaine de l'économie industrielle, de l'entrepreneur et de l'innovation

**Responsable à l'ULCO :**

Sophie BOUTILLIER – MCF HDR  
 Sophie.Boutillier@univ-littoral.fr

**Responsable à l'Université Lille 1 :**

Faïz GALLOUJ – Professeur  
 Faiz.Gallouj@univ-lille1.fr

**FORUM INNOVATION**

**International Conference**  
**Environment, Innovation and Sustainable Development**  
**Marseille (France) October 7 - 8, 2010**  
<http://innovation.univ-littoral.fr>

*Thursday October 7, 2010*

*Friday October 8, 2010*

10. Opening Round Table - *European Cities Entrepreneurship Ranking*  
 Enterprise Development and Territorial Sustainability

13.30 Inaugural Conference – Plenary Session: Carlota Perez (Univ. Cambridge, UK and Tallinn, Estonia), *Making the most of the new paradigm: Shaping the opportunity space for innovation after the crisis*

14.30 Parallel Sessions  
 S1 - Theories and politics for a new paradigm  
 S2 - Creation of knowledge for sustainable development  
 S3 - Territorial trajectories and sustainable development 1  
 S4 - Management of natural resources in developing countries

16.15 Plenary Sessions  
 S5 - Theoretical origin of sustainable development  
 S6 - Practices and actors of eco-innovation In France  
 S7 - Territorial trajectories and sustainable development 2  
 S8 - Developing countries and green technologies

Evening: Exhibition – Cocktail and Conference dinner

9 - Parallel Sessions  
 S9- Theory and applications of political aspects of innovation  
 S10 - Socially responsible SMEs  
 S11 - Ecopolis - Laboratory for sustainable cities  
 S12 - Innovative tools for sustainable development 1  
 10h45 Parallel Sessions  
 S13- Corporate strategies and eco-technologies  
 S14 - Social responsibility: case studies  
 S15 - Industrial ecology  
 S16 - Innovative tools for sustainable development 2

14. Parallel Sessions  
 S17- Socially responsible Investments  
 S18 - Bases for bioenergy development  
 S19 - Management of natural resources in agro industry  
 S20 – Evolution of the innovation context and public financial support in France  
 Round table with the participation of the following institutions: AI Carnot, Institut CURIE, ANR, CDC, DRRT PACA

15.45 Conclusive Conference – Plenary Session: Anne Sengès (Journalist), *The clean-tech revolution in California and in France With the US Embassy Paris*

Saturday, October 9, 2010: Tour proposals in Provence

# ANNONCES / APPELS

\*\*\*\*\*

## FORUM INNOVATION

### International Conference

#### Environment, Innovation and Sustainable Development

Marseille (France) October 7 - 8, 2010

<http://innovation.univ-littoral.fr>

Political economy and sustainable development / Management of innovation and sustainable development

►► Voir Page 7

\*\*\*\*\*

### *Ecole d'été 2010 du Réseau de Recherche sur l'Innovation*

#### *« Innovation, Entrepreneuriat et PME »*

ESC Dijon Bourgogne – 2-3 septembre 2010

Quatre grands axes :

A. Spécificités des PME innovantes et nature des innovations générées et valorisées

B. Logiques entrepreneuriales et profils des créateurs et dirigeants de PME innovantes

C. Place et rôle des PME innovantes dans les systèmes nationaux (SNI) / régionaux d'innovation (SRI)

D. Nature et échelles des politiques publiques en faveur des PME et de l'entrepreneuriat innovant

Informations : <http://www.escdijon.eu/index.php?page=ecole-d-ete-2010-du-reseau-de-recherche-sur-l-innovation-innovation-entrepreneuriat-et-pme>

\*\*\*\*\*

### \* LECTURES

#### • *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation*

« Propriété intellectuelle et innovation dans la concurrence globale »

n°32, 2010-2, De Boeck/Cairn

<http://www.cairn.info/revue-innovations.htm>

#### • *Journal of Innovation Economics*

“Innovations and performances in services”

n°5, 2010-1, De Boeck/Cairn

<http://www.cairn.info/revue-journal-of-innovation-economics.htm>

#### • *Marché et Organisations*

« Relations à la marque et marques de la relation. Regards croisés sur le management relationnel de la marque »

n°12 – 2010

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=revue&no=130>

\*\*\*\*\*

### √ EcoPolis 2010/Scénarios du Futur

Vers une économie écologique..., Journée d'étude, Dunkerque, 25 octobre 2010

Un pôle territorial industriel et portuaire peut-il intégrer les principes de l'économie écologique pour se restructurer ? Economie des matières premières, sécurisation des transports, réduction de la pollution atmosphérique, terrestre et maritime, écologie industrielle, formation dans les « métiers verts », etc. Deux étapes sont ainsi nécessaires avant de d'aboutir à la définition de scénarios de transition vers une économie écologique : (1) L'étude de l'histoire du territoire et de la dépendance de sentier (ou comment naissent et s'enracinent les routines) ; (2) L'analyse de politiques de reconversion : la nouvelle attractivité du territoire et ses limites (chômage, formes de l'entrepreneuriat et renforcement des routines).

**Site web: <http://rii.univ-littoral.fr>**